

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 25 du 15 juin 2017

**PARTIE PERMANENTE
État-Major des Armées (EMA)**

Texte 5

INSTRUCTION N° 9560/DEF/DCSCA/BGC/RF
relative aux officiers sous contrat rattachés au corps des commissaires des armées.

Du 10 mai 2017

INSTRUCTION N° 9560/DEF/DCSCA/BGC/RF relative aux officiers sous contrat rattachés au corps des commissaires des armées.

Du 10 mai 2017

NOR D E F E 1 7 5 0 9 2 2 J

Références :

Code de la défense - Partie réglementaire 4. Le personnel militaire.

Décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 (JO n° 216 du 16 septembre 2008, texte n° 21 ; signalé au BOC 40/2008 ; BOEM 200.3.3, 210-0.1.1, 221.1.2, 230.1.1, 231.1.2.3, 710.1.3) modifié.

Décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 (JO n° 216 du 16 septembre 2008, texte n° 29 ; signalé au BOC 41/2008 ; BOEM 200.3.1, 230.1.2.4, 511-0.2.1.1, 631.2.2, 640.1.1, 642.1.1.2, 712.1) modifié.

Décret n° 2008-948 du 12 septembre 2008 (JO n° 216 du 16 septembre 2008, texte n° 30, signalé au BOC 41/2008).

Décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 (JO n° 216 du 16 septembre 2008, texte n° 43, signalé au BOC 43/2008 ; BOEM 200.3.3, 210-1.1.1, 212.3.2, 230.1.2.1, 260-0.2.7.3, 511-2.1.1, 531.4.2) modifié.

Arrêté du 19 septembre 2013 (JO n° 225 du 27 septembre 2013, texte n° 27 ; signalé au BOC 50/2013 ; BOEM 210-0.2.2, 220.2, 231.1.2.2).

Arrêté du 24 février 2015 (JO n° 72 du 26 mars 2015, texte n° 23 ; signalé au BOC 15/2005 ; BOEM 200.3.3, 210-1.1.2, 222.3.1.2, 503.1.1.6, 611.1.1) modifié.

Arrêté du 24 février 2015 (JO n° 72 du 26 mars 2015, texte n° 26 ; signalé au BOC 15/2015 ; BOEM 200.3.3) modifié.

Arrêté du 24 février 2015 (JO n° 72 du 26 mars 2015, texte n° 27 ; signalé au BOC 15/2015 ; BOEM 200.3.1, 710.9) modifié.

Arrêté du 18 août 2016 (JO n° 199 du 27 août 2016, texte n° 15 ; signalé au BOC 41/2016 ; BOEM 200.3.1).

Instruction n° 1700/DEF/DCSSA/PC/MA du 31 juillet 2014 (BOC n° 51 du 17 octobre 2014, texte 9 ; BOEM 510-4.1.1).

Pièce(s) Jointe(s) :

Vingt et une annexes et vingt-sept appendices.

Texte abrogé :

Instruction n° 9560/DEF/DCSCA/BGC/SRF du 18 mars 2015 (BOC n° 30 du 2 juillet 2015, texte 2 ; BOEM 411.1.2).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 411.1.2

Référence de publication : BOC n° 25 du 15 juin 2017, texte 5.

Préambule.

L'officier sous contrat (OSC) est le militaire admis à servir en vertu d'un contrat dans le corps des commissaires des armées.

L'OSC participe au commandement, à l'encadrement et au fonctionnement de l'ensemble des organismes relevant des forces armées ou des formations rattachées (FAFR).

1. LES CONDITIONS DE RECRUTEMENT.

1.1. Conditions générales de recrutement.

1.1.1. Condition relative à la nationalité.

Le candidat doit posséder, sauf en temps de guerre, la nationalité française.

Le candidat qui a la faculté de répudier ou de décliner la nationalité française doit être avisé qu'il perd l'usage de cette faculté en contractant un engagement dans le service du commissariat des armées (SCA).

1.1.2. Condition relative aux obligations du service national.

Le candidat à un engagement doit être en règle vis-à-vis des obligations du service national. Il doit avoir accompli la journée défense et citoyenneté (JDC) ou avoir été régulièrement exempté.

Pour le candidat âgé de vingt cinq ans ou plus, cette obligation n'existe plus. Il est en règle vis-à-vis des obligations du service national et n'a pas à justifier de sa participation à la JDC.

1.1.3. Condition relative aux droits civiques.

Le candidat doit jouir de ses droits civiques. Il ne doit pas :

- avoir fait l'objet d'une condamnation, avec ou sans sursis conduisant à la perte des droits civiques ou à l'interdiction d'exercer un emploi public ;
- avoir été précédemment rayé des contrôles par perte du grade en application du 2° de l'article L4139-14 du code de la défense.

1.1.4. Condition relative à l'aptitude médicale.

Le candidat doit être médicalement apte.

Le candidat déclaré inapte médical (temporaire ou définitif) à l'engagement peut contester cette décision.

Un ancien militaire précédemment mis en réforme définitive peut être autorisé à s'engager. Il doit être reconnu apte par la commission de réforme et remplir les autres conditions fixées par la présente instruction.

1.2. Conditions particulières de recrutement.

1.2.1. Condition relative à l'âge.

Le candidat à un recrutement OSC doit avoir moins de trente trois ans à la date du dépôt de la candidature.

La condition d'âge ci-dessus ne s'applique pas au candidat recruté conformément à la procédure de reprise de service pour un militaire ayant acquis un grade (article L4132-6 du code de la défense).

1.2.2. Condition relative à la qualification.

Le candidat au recrutement doit être titulaire d'un niveau académique de cent quatre vingt *european credits transfert system* (ECTS) niveau II. (licence ou équivalent). Le candidat peut présenter une attestation de diplôme ou de validation académique au moment du recrutement. Le diplôme doit être présenté avant la fin de la période probatoire.

À défaut, le contrat est dénoncé du fait de l'autorité militaire.

1.2.3. Condition relative à l'habilitation.

Un contrôle élémentaire de sécurité est demandé pour chaque candidat. Tout avis restrictif ou défavorable est communiqué au bureau de gestion des corps de la direction centrale du service du commissariat des armées (DCSCA/BGC).

Pour certains postes, le candidat au recrutement doit avoir une habilitation « confidentiel défense » (CD) ou « secret défense » (SD). Cette habilitation doit être détenue au plus tard dans les six mois suivant la souscription du contrat. À défaut, le contrat est dénoncé du fait de l'autorité militaire.

1.3. Dérogations.

En fonction des besoins du SCA, des dérogations d'âge ou de qualifications peuvent être accordées par le directeur central du service du commissariat des armées (DCSCA).

2. LE DOSSIER DE CANDIDATURE.

2.1. Composition du dossier de candidature.

Les procédures de candidature et de présélection des candidats sont fixées par un protocole d'accord avec la marine nationale [service de recrutement de la marine (SRM)].

2.2. Dépôt des demandes de candidature.

Préalablement au dépôt d'un dossier de recrutement, le candidat doit faire acte de candidature sur Internet.

2.2.1. Candidat résidant en métropole ou dans les collectivités territoriales d'outre-mer.

Le candidat qui réside en métropole ou dans les collectivités territoriales d'outre-mer doit se présenter ou adresser sa demande :

- au bureau marine du centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) le plus proche de son domicile, relevant d'un secteur en région du SRM ;
- à la chefferie de secteur en région du SRM ;
- à l'organisme d'administration (OA) dont il relève lorsqu'il s'agit d'un candidat en activité de service.

Le SRM assure notamment le recueil des dossiers de candidature, l'information et la convocation des candidats à un premier entretien de motivation et aux tests d'aptitude médicale initiale, physique et psychologique.

2.2.2. Candidat résidant à l'étranger.

Le candidat qui réside à l'étranger doit se présenter à l'ambassade de France ou au consulat de France (bureau des affaires militaires) de sa résidence. Si un candidat qui réside à l'étranger se présente directement à un CIRFA de métropole ou stationné outre-mer, la procédure normale d'engagement s'applique.

2.3. Transmission des demandes et autorisation d'engagement.

2.3.1. Transmission des demandes.

Le SRM, l'ambassade ou le consulat qui a constitué le dossier, l'adresse au pôle recrutement formation du bureau de gestion des corps de la direction centrale du service du commissariat des armées (DCSCA/BGC/RF).

La candidature du militaire en activité servant sous un autre statut est transmise à la DCSCA/BGC/RF par l'OA du candidat.

2.3.2. Autorisation d'engagement.

L'autorisation d'engagement est prise par le ministre de la défense (DCSCA/BGC).

Le dossier d'engagement n'est recevable qu'après réunion de toutes les pièces, notamment l'original de la notification de l'autorisation ministérielle d'engagement.

2.3.3. Candidature refusée.

Le ministre de la défense (DCSCA/BGC) informe le SRM et le candidat de la décision de refus de la candidature. Le modèle de décision figure en annexe I.

Cette décision est notifiée au candidat, mais n'a pas à être motivée.

2.3.4. Candidature retenue.

Le ministre de la défense (DCSCA/BGC) informe le SRM et le candidat de la décision d'agrément de la candidature. Le modèle de décision figure en annexe I.

Cette décision est notifiée au candidat, mais n'a pas à être motivée.

3. LES FRAIS DE CANDIDATURE.

Les frais de transports, d'hébergement et de nourriture supportés par le candidat pour se rendre dans un CIRFA, au SRM, dans un département d'évaluation et d'information (DEI) au sein d'un groupement recrutement sélection (GRS) ou tout autre organisme chargé de l'instruction des demandes de recrutement ou de sélection, ainsi que pour les éventuels entretiens à la DCSCA ou auprès des employeurs, sont à la charge du candidat.

4. LE CONTRAT INITIAL DE MILITAIRE ENGAGÉ POUR SERVIR EN QUALITÉ D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT.

L'autorisation d'engagement donnée par la DCSCA/BGC permet au candidat au recrutement de signer un contrat initial de militaire engagé pour servir en qualité d'élève officier sous contrat (EOSC). L'EOSC est soumis au statut des engagés.

Le modèle de contrat d'EOSC figure en annexe II. de la présente instruction.

4.1. Prise d'effet du contrat initial.

Le contrat initial de militaire engagé pour servir en qualité d'EOSC prend effet à la date prévue au contrat ou, à défaut, le jour de sa signature.

Quand un contrat initial de militaire engagé pour servir en qualité d'EOSC se substitue à un précédent contrat en cours, le service compte à partir de la date d'effet renseignée sur le contrat d'engagé. À défaut, le contrat souscrit prend effet le lendemain de la date d'expiration du contrat précédent.

Le contrat du militaire issu d'une autre FAFR prend effet à la date du changement de FAFR.

4.2. Incorporation et signature du contrat initial.

Après réception de l'autorisation ministérielle d'engagement, le candidat doit rallier sa formation d'emploi (FE). Les formalités administratives d'incorporation sont effectuées par la FE auprès de l'OA dont il dépend.

Le contrat initial de militaire engagé pour servir en qualité d'élève officier sous contrat est établi et signé en trois exemplaires :

- un exemplaire est remis à l'administré ;
- un exemplaire est transmis au pôle gestion individuelle du bureau gestion des corps de la direction centrale du service du commissariat des armées (DCSCA/BGC/GI) ;
- un exemplaire est inséré dans le dossier de l'administré (OA).

Après convocation de l'intéressé et vérification du dossier, le contrat est souscrit devant :

- le commandant de formation administrative (CFA) ou son délégué ;
- le chef du groupement de soutien de base de défense (GSBdD) ou son délégué.

4.3. Cas particuliers.

Le sous-officier sous contrat ou le militaire du rang issu d'une autre FAFR signe un contrat initial de militaire engagé pour servir en qualité d'EOSC. Ce contrat est souscrit sans interruption de service, sans période probatoire et au même grade que celui détenu dans la FAFR d'origine. Il conserve les anciennetés de service et de grade.

4.4. Candidat défaillants ou renonciateurs.

La date fixée pour rallier la FE est impérative.

Le candidat qui ne peut rallier à la date fixée doit en aviser la DCSCA/BGC.

Sauf cas de force majeure ou autorisation de la DCSCA/BGC, le candidat qui ne se présente pas dans sa FE à la date indiquée ou qui refuse de signer son contrat perd le bénéfice de son admission.

4.5. Frais de déplacement.

L'État prend en charge, directement ou sur présentation des pièces justificatives, le montant des frais de transport, par voie ferroviaire ou aérienne (pour les candidats résidant dans les départements, collectivités et territoires d'outre-mer), relatifs au déplacement entre le domicile et le lieu d'incorporation.

Le candidat qui, sauf raison médicale, renonce à souscrire l'engagement d'EOSC, est renvoyé dans son foyer à ses frais.

4.6. Période probatoire du contrat initial.

Le contrat initial de militaire engagé pour servir en qualité d'EOSC est assorti d'une période probatoire d'une durée de six mois. Pendant la période probatoire (initiale, renouvelée ou prolongée) le contrat peut être dénoncé unilatéralement et sans préavis par l'administré (cf. annexe VI.) ou par l'administration (cf. annexe VII.).

Si la dénonciation est du fait de l'administration, elle doit être motivée.

À l'issue de la période probatoire, le contrat devient définitif.

Le militaire engagé pour servir en qualité d'EOSC ne peut pas être envoyé en opération extérieure (OPEX), en renfort temporaire à l'étranger, en mission de courte durée (MCD) ou en mission intérieure (MISSINT) pendant la période probatoire (initiale, renouvelée ou prolongée).

Par exception aux dispositions ci-dessus, un OSC issu du recrutement interne, peut être envoyé en OPEX, en renfort temporaire à l'étranger, en MCD ou en MISSINT pendant la période probatoire (initiale, renouvelée ou prolongée) sur décision de l'état-major opérationnel du SCA (EMO-SCA).

La période probatoire peut faire l'objet :

- soit d'un renouvellement ;
- soit d'une prolongation.

4.6.1. Renouvellement de la période probatoire.

La période probatoire de l'EOSC sous statut engagé peut être renouvelée une seule fois pour raison de santé ou insuffisance de formation (cf. annexe VIII.).

La durée de la période probatoire renouvelée est identique à celle de la période probatoire initiale, soit six mois.

La durée totale de la période probatoire (initiale et renouvelée) est douze mois à compter de la date de prise d'effet du contrat.

La décision de renouvellement de la période probatoire est prise par le CFA qui la notifie à l'intéressé avant la date d'expiration de la période probatoire initiale.

Si l'évènement qui a motivé le renouvellement n'a pas disparu au terme de la période probatoire renouvelée, l'autorité militaire doit dénoncer le contrat.

4.6.2. Prolongation de la période probatoire.

La période probatoire de l'élève officier sous contrat sous statut engagé peut être prolongée si la formation suivie le nécessite (cf. annexe IX.).

La durée de la période probatoire prolongée est fixée librement dans la limite de douze mois. La durée totale de la période probatoire (initiale et prolongée) ne peut pas être supérieure à dix-huit mois à compter de la date de prise d'effet du contrat.

La décision de prolongation de la période probatoire est prise par le CFA qui la notifie à l'intéressé avant la date d'expiration de la période probatoire initiale.

Dès disparition de l'évènement qui a motivé la prolongation de la période probatoire, la décision de constatation de fin de prolongation de la période probatoire est prise par le CFA qui la notifie à l'intéressé (cf. annexe X.).

Si l'évènement qui a motivé la prolongation n'a pas disparu au terme de la période probatoire prolongée, l'autorité militaire doit dénoncer le contrat.

5. LA FORMATION.

5.1. Cycle de formation.

L'EOSC est admis à suivre un cycle de formation :

- soit à l'école des commissaires des armées (ECA) ;
- soit auprès de l'employeur.

La formation peut être organisée sous forme de modules. Les modules peuvent être suivis dans le cadre de sessions organisées par l'ECA et échelonnés dans le temps. Elle peut être complétée, le cas échéant, par des modules de formation complémentaires.

La participation aux différents modules de formation est obligatoire.

5.2. Sanction du cycle de formation.

La validation de la formation fait l'objet d'un procès-verbal de l'ECA ou d'une attestation de l'employeur (cf. annexe XI.) qui est transmis à la DCSCA/BGC.

Le conseil d'instruction de l'ECA est saisi de la situation de l'EOSC qui :

- n'a pas validé le cycle de formation initiale pour résultats insuffisants ;
- n'a pas suivi, notamment pour des raisons de santé, la totalité du cycle de formation initiale ;
- n'a pas participé à l'ensemble des épreuves du cycle de formation initiale.

Sur proposition du conseil d'instruction, le DCSCA décide :

- de dénoncer le contrat ;
- de prolonger le cycle de formation initiale ;
- de renouveler la période probatoire.

6. LES NOMINATIONS.

L'EOSC qui a suivi avec succès le cycle de formation initiale (réception par la DCSCA/BGC du procès-verbal ou de l'attestation de validation du cycle de formation) est nommé aspirant, le premier jour du mois qui suit la fin du cycle de formation. Cette nomination est prononcée à titre temporaire par arrêté du ministre de la défense, conformément aux dispositions de l'article L4134-2 du code de la défense et publiée au *Bulletin officiel des armées*.

Deux mois après avoir été nommé aspirant, l'EOSC est promu au grade de commissaire de 3^e classe (CR3).

L'EOSC recruté parmi les volontaires, détenant déjà le grade d'aspirant et qui a suivi avec succès le cycle de formation de l'OSC, est promu au grade de CR3 le premier jour du mois qui suit la fin du cycle de formation.

Un an après la date de nomination au grade de CR3, l'OSC est promu au grade de commissaire de 2^e classe (CR2).

7. LE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

L'OSC est recruté dans le premier grade du corps des commissaires des armées auquel il est rattaché, parmi les aspirants ayant satisfait à un cycle de formation donnant accès à ce recrutement.

7.1. Le contrat initial d'officier sous contrat.

L'OSC peut par souscription de contrats successifs servir jusqu'à vingt ans en cette qualité sous réserve des dispositions de l'article L4139-16 du code de la défense.

Le modèle de contrat initial d'OSC figure en annexe III. de la présente instruction.

7.1.1. Prise d'effet du contrat d'officier sous contrat.

Le contrat d'OSC se substitue de plein droit à un précédent contrat en cours.

Ce contrat prend effet à la date de nomination au grade de CR3.

7.1.2. Signature du contrat d'officier sous contrat.

Le contrat est établi et signé en trois exemplaires :

- un exemplaire est remis à l'administré ;
- un exemplaire est transmis à la DCSCA/BGC/GI ;
- un exemplaire est inséré dans le dossier de l'administré (OA).

Après convocation de l'intéressé et vérification du dossier, le contrat est souscrit devant :

- le CFA ou son délégataire ;
- le chef du groupement de soutien de base de défense (GSBdD) ou son délégataire.

7.1.3. La période probatoire du contrat d'officier sous contrat.

Le premier contrat d'OSC ainsi que le premier contrat intervenant après une interruption de service sont assortis d'une période probatoire d'une durée de six mois au cours de laquelle chacune des parties peut unilatéralement mettre fin à ce contrat (cf. annexes XII. et XIII.).

Les dispositions du point 4.6. de la présente instruction s'appliquent à la période probatoire du contrat d'OSC. Les modèles de décision de renouvellement, de prolongation et de constatation de fin de période probatoire figurent en annexes XIV., XV. et XVI. de la présente instruction.

La DCSCA/BGC est l'autorité compétente pour renouveler ou prolonger la période probatoire du contrat d'OSC.

7.2. Le contrat renouvelé d'officier sous contrat.

Le renouvellement de contrat ne peut pas avoir pour effet de dépasser la limite de durée des services (vingt ans), ni la limite d'âge (soixante-deux ans) du corps de rattachement. Toutefois, l'OSC qui atteint sa limite de durée de service est de droit, sur sa demande, maintenu en service pour une durée maximum de dix trimestres. Ce maintien en service n'est possible que dans la limite de la durée d'assurance nécessaire pour obtenir le pourcentage maximum de la pension mentionné à l'article L13 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

La décision de renouvellement de contrat est du ressort de la DCSCA.

Le renouvellement de contrat doit respecter :

- les normes médicales d'aptitude ;
- les durées de contrat fixées par la DCSCA.

Le placement d'un administré dans une position statutaire qui n'affecte pas le terme du contrat (congé parental, congé pour convenances personnelles, etc.) ne l'écarte pas de l'étude au titre du renouvellement de contrat.

7.2.1. *Recueil des demandes.*

La procédure de renouvellement de contrat est initiée par la DCSCA/BGC l'année précédant la fin du contrat.

L'OSC qui demande un renouvellement de contrat doit adresser sa demande de renouvellement en précisant la durée de contrat souhaitée, à la DCSCA/BGC/GI dont il relève.

Les documents suivants sont joints à la demande de renouvellement de contrat de l'OSC :

- un avis motivé du CFA sur l'opportunité d'un renouvellement en confirmant l'aptitude à exercer des responsabilités de niveau supérieur ;
- un *curriculum vitae* actualisé ;
- une copie de la fiche récapitulative du contrôle de la condition physique du militaire (CCPM).

L'OSC qui ne demande pas un renouvellement de contrat doit adresser sa demande de non-renouvellement de contrat à la DCSCA/BGC/GI dont il relève.

7.2.2. *Proposition de renouvellement de contrat.*

La proposition de renouvellement de contrat est adressée par la DCSCA/BGC à l'OSC au plus tard six mois avant le terme du contrat (cf. annexe XVII.).

La proposition de contrat est notifiée à l'OSC qui dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de notification pour y répondre conformément à l'une des situations suivantes :

- si l'OSC accepte la proposition de renouvellement de contrat et la durée proposée par la DCSCA : il mentionne par écrit son acceptation au bas de la proposition de renouvellement de contrat ;
- si l'OSC s'abstient de répondre : l'absence de réponse dans un délai d'un mois, rend la proposition de renouvellement caduque ;
- si l'OSC refuse la proposition : une fois son refus recueilli par écrit au bas de la proposition de renouvellement, l'intéressé mentionne expressément qu'il est informé qu'il sera rayé des contrôles au terme de son contrat.

L'OSC qui s'abstient de répondre ou qui refuse ou renonce, au moment de la signature, à souscrire le contrat est radié des contrôles au terme de son contrat.

7.2.3. *Signature du contrat renouvelé.*

Le modèle de contrat d'OSC figure en annexe IV. de la présente instruction.

Le contrat renouvelé est souscrit devant le CFA, le chef du groupement de soutien de base de défense (GSBdD) ou leurs délégataires après avoir vérifié :

- l'identité et la nationalité de l'administré ;
- le certificat médico-administratif d'aptitude en cours de validité ;
- la proposition de renouvellement de contrat signée par l'autorité compétente.

Il n'y a pas de signature de contrat pendant une mission de courte durée (MCD), une OPEX, un service hors métropole (SHM) ou à l'étranger. La procédure de renouvellement de contrat doit avoir été initiée et finalisée avant le départ de l'administré si la durée de son contrat ne couvre pas son retour.

7.2.4. Prise d'effet du contrat renouvelé.

Le nouveau contrat prend effet le lendemain de la date d'expiration du contrat précédent.

7.2.5. Renouvellement de contrat par voie de changement d'armée.

Le dossier, constitué par la FAFR d'origine, est adressé à la DCSCA/BGC pour décision.

Le militaire qui est autorisé à servir dans le SCA par voie de changement d'armée souscrit un nouveau contrat sans interruption de service. La durée de ce nouveau contrat ne peut pas être inférieure à celle qui restait à courir au titre de la FAFR d'origine.

Il conserve le grade acquis et n'est pas soumis à une période probatoire.

7.3. Le contrat non-renouvelé d'officier sous contrat.

La décision de non-renouvellement de contrat est du ressort de la DCSCA/BGC.

La notification de la décision de non-renouvellement de contrat est adressée à l'OSC au plus tard six mois avant le terme du contrat (cf. annexe XVIII.).

À défaut le contrat est prorogé d'une durée adaptée afin de respecter la durée de six mois de préavis.

7.4. Le contrat prorogé d'officier sous contrat.

7.4.1. La prorogation d'office.

L'OSC dont le contrat n'a pas été renouvelé et qui arrive à son terme alors qu'il est placé en :

- congé de maladie ;
- congé du blessé ;
- congé longue durée pour maladie ;
- congé de longue maladie ;
- congé de maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou d'adoption ;
- congé de solidarité familiale ;
- congé de présence parentale ;
- congé du personnel navigant atteint d'une invalidité d'au moins 40 p. 100 résultant d'une activité aérienne militaire ;
- congé pour création ou reprise d'entreprise ;
- congé de reconversion ;
- affectation auprès d'une personne morale au titre du 2° de l'article L4138-2 du code de la défense ;

- position de détachement au titre des articles R4139-3 (stage probatoire ou période de formation préalable à la titularisation du militaire lauréat d'un concours de la fonction publique civile ou de la magistrature), R*4139-17 (détachement dans la fonction publique de l'État), R4139-26 (détachement dans la fonction publique territoriale) et R4139-35 du code de la défense,

voit son contrat prorogé jusqu'à la date d'expiration de la position accordée sans dépasser la limite de durée des services.

La décision portant congé doit être notifiée à l'intéressé. Au bas du récépissé de notification, l'administré atteste qu'il est informé qu'il sera rayé des contrôles le lendemain de la date d'expiration de la position accordée sans qu'il soit établi de nouvelle décision à son encontre et que son contrat est prorogé d'office sans qu'il soit établi un avenant au contrat.

7.4.2. La prorogation sur demande.

L'OSC dont le contrat arrive à son terme à moins de six mois :

- de la date limite de durée des services ;
- de la date de fin d'un dispositif d'aide au départ prévu à l'article L4139-5 du code de la défense ;
- de la date à laquelle il peut rejoindre sa formation d'appartenance à l'issue de l'exécution d'une mission ;
- de la date à laquelle il aura acquis les droits à liquidation de sa pension dans les conditions fixées au II. de l'article L24 du code des pensions civiles et militaires de retraite,

obtient de droit, à condition d'en faire préalablement la demande, la prorogation de son contrat au-delà du terme prévu, jusqu'aux dates susmentionnées.

Un avenant au contrat doit être signé (cf. annexe V.).

7.4.3. L'officier sous contrat en instance de présentation devant la commission de réforme des militaires.

L'OSC dont le contrat expire pendant qu'il se trouve en instance de présentation devant une commission de réforme ou dans l'attente d'une décision de mise en réforme doit signer un avenant prorogeant son contrat jusqu'au lendemain de la date de notification de la décision de la commission.

8. LA FIN DU CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

8.1. Fin du contrat pendant la période probatoire : la dénonciation de contrat.

Le contrat peut être dénoncé par la DCSCA ou l'intéressé pendant la période probatoire (initiale, renouvelée ou prolongée).

8.1.1. Dénonciation du fait de l'administré.

Pendant la période probatoire, l'EOSC ou l'OSC peut dénoncer son contrat sur simple demande. Il n'a pas à motiver sa décision mais doit proposer une date de prise d'effet de la dénonciation.

Il est reçu en entretien par la DCSCA/BGC/RF. À l'issue de cet entretien, s'il confirme sa volonté de dénoncer son contrat, l'avis de constatation de dénonciation de contrat du fait de l'administré (cf. annexe VI. ou XII.) est signé et lui est notifié.

Cet avis vaut radiation des contrôles à la date de prise d'effet de la dénonciation sollicitée par l'administré ou à défaut à la date fixée par l'administration.

Il peut faire valoir ses droits à permission acquis.

8.1.2. Dénonciation du fait de l'autorité militaire.

La DCSCA doit sans délai dénoncer le contrat lorsqu'il est constaté que l'EOSC ou l'OSC :

- a fait l'objet d'une condamnation, avec ou sans sursis, conduisant à la perte des droits civiques ou à l'interdiction d'exercer un emploi public ;
- a été précédemment rayé des contrôles par perte du grade dans les conditions du 2° de l'article L4139-14 du code de la défense, lorsqu'il s'agit d'un ancien militaire ;
- a commis des fautes initialement dissimulées lors de la procédure de recrutement et qui sont de nature à interdire toute réorientation ;
- n'est pas de nationalité française ;
- manifeste un comportement incompatible avec la vie militaire ;
- révèle une inaptitude médicale au service liée aux coefficients applicables au sigle de l'aptitude médicale ;
- révèle une inaptitude médicale définitive pour une cause soit préexistante à l'engagement soit survenue après la signature du contrat ;
- fait preuve d'insuffisances patentes en particulier dans le domaine des capacités physiques, intellectuelles, de la sécurité et de la motivation le rendant inapte à remplir ses fonctions ;
- refuse de suivre la et/ou les formations ou de signer son contrat ;
- a échoué aux examens ou à l'un des examens sanctionnant la formation ou le cycle de formation ;
- n'a pas obtenu l'habilitation exigée dans les six mois à compter de la date de prise d'effet du contrat, après avis motivé de la direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) ;
- n'a pas remis le diplôme attestant de son niveau d'étude (cas de l'EOSC ou de l'OSC qui a présenté une attestation de diplôme ou de validation académique au moment du recrutement).

Dans les deux cas d'inaptitude médicale précités, il n'y a pas lieu de présenter préalablement l'intéressé devant la commission de réforme.

La DCSCA doit également sans délai dénoncer le contrat lorsqu'il est constaté que l'évènement qui a motivé le renouvellement ou la prolongation de la période probatoire n'a pas disparu au terme de la période probatoire renouvelée ou prolongée.

Le CFA à l'origine de la demande de dénonciation du contrat du fait de l'autorité militaire doit adresser un rapport à la DCSCA/BGC/GI. En cas d'accord, la DCSCA/BGC/GI, éditée la décision de dénonciation du fait de l'autorité militaire (cf. annexe VII. ou XIII.) qui est notifiée à l'administré.

Celle-ci doit être motivée conformément à la liste des motifs ci-dessus et notifiée à l'administré.

La dénonciation du contrat du fait de l'autorité militaire intervient sans délai. L'administré est renvoyé dans ses foyers dès radiation des contrôles.

L'administré peut faire valoir ses droits à permission acquis.

Toutefois, il perd ses droits à permissions si la résiliation de contrat intervient :

- pour motif disciplinaire ;
- suite à une condamnation entraînant la perte de grade.

8.2. La fin du contrat après la période probatoire : la résiliation de contrat.

Après l'expiration de la période probatoire, seule la procédure de résiliation de contrat peut mettre fin au contrat.

8.2.1. Résiliation d'office du contrat.

Le contrat est résilié d'office :

- en cas d'admission à l'état de militaire de carrière ;
- en cas d'admission obligatoire à la retraite, dans les conditions prévues au II. de l'article L4139-16 du code de la défense ;
- à la perte du grade, dans les conditions prévues par le code de justice militaire ou à la suite de la perte de la nationalité française ;
- par mesure disciplinaire dans le cas où elle entraîne la résiliation du contrat ;
- pour réforme définitive, après avis d'une commission de réforme dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont fixées par l'article R4139-53 du code de la défense et suivants ;
- au terme du congé de reconversion ou du congé complémentaire de reconversion ;
- au terme du congé du personnel navigant, dans les conditions prévues aux articles L4139-6 et L4139-10 du code de la défense ;
- lors de la titularisation dans une fonction publique, ou dès la réussite à un concours de l'une des fonctions publiques pour les militaires ne bénéficiant pas du détachement prévu au premier alinéa de l'article L4139-1 du code de la défense ;
- en cas de souscription d'un nouveau contrat se substituant expressément à un contrat en cours.

La résiliation d'office ne donne pas lieu à établissement d'une décision de résiliation du contrat. Une décision de radiation des contrôles est prise par la DCSCA et notifiée à l'administré.

Dans le cas où la cessation intervient à la suite de la perte de grade, une décision reconnitive est établie et notifiée à l'administré. Elle prend effet à la date où le jugement pénal est devenu définitif.

Dans le cas où la résiliation intervient pour réforme définitive, la radiation des contrôles prend effet, sauf cas particuliers, le lendemain de la notification de la décision portant réforme.

8.2.2. Résiliation sur demande du contrat.

L'administré peut demander à résilier le contrat en cours ou le contrat qu'il a signé mais qui n'a pas encore pris effet (cas du renouvellement) en motivant sa demande.

Lorsque l'administré a effectué une formation spécialisée mais n'a pas atteint le terme du délai pendant lequel il s'est engagé à rester en activité ou a perçu une prime liée au recrutement ou à la fidélisation, il est informé que sa demande de résiliation ne peut être agréée que pour des motifs exceptionnels et qu'il doit rembourser

les sommes exposées.

L'administré doit proposer une date de prise d'effet qui :

- se situe à plus de deux mois de la date de dépôt de la demande ;
- tient compte des droits à permission non épuisés.

La durée de ce préavis peut être réduite d'un commun accord.

La décision de résiliation du contrat est prise par la DCSCA/BGC et notifiée à l'administré (cf. annexe XIX. ou XX).

Lorsque l'administré a droit à la liquidation de sa pension de retraite, la résiliation du contrat est effective sous réserve d'en avoir avisé l'autorité militaire deux mois avant la date souhaitée de cessation de l'état militaire. La durée de ce préavis peut être réduite d'un commun accord.

En cas de refus par la DCSCA/BGC de la demande de résiliation du contrat, une décision de non agrément d'une demande de résiliation de contrat est prise et notifiée à l'administré (cf. annexe XXI.).

9. DISPOSITIONS DIVERSES.

L'instruction n° 9560/DEF/DCSCA/BGC/SRF du 18 mars 2015 relative au recrutement des officiers sous contrat rattachés au corps des commissaires des armées est abrogée.

La présente instruction est publiée au *Bulletin officiel des armées*.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le commissaire général hors classe,
directeur central du service du commissariat des armées,*

Stéphane PIAT.

ANNEXE I.

**RECRUTEMENT OU DE REFUS DE RECRUTEMENT POUR SERVIR EN QUALITÉ D'ÉLÈVE
OFFICIER SOUS CONTRAT ET EN QUALITÉ D'OFFICIER SOUS CONTRAT AU TITRE DU
SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES.**

APPENDICE I.A.

***DÉCISION DE RECRUTEMENT OU DE REFUS DE RECRUTEMENT POUR SERVIR EN QUALITÉ
D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT ET EN QUALITÉ D'OFFICIER SOUS CONTRAT AU TITRE
DU SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES.***

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



SERVICE DU COMMISSARIAT
DES ARMÉES

DIRECTION CENTRALE

Bureau de gestion des corps

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

DÉCISION DE RECRUTEMENT OU DE REFUS DE RECRUTEMENT POUR SERVIR EN QUALITÉ D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT ET EN QUALITÉ D'OFFICIER SOUS CONTRAT AU TITRE DU SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES.

Le (grade, nom et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le décret n°2008-961 du 12 septembre 2008 relatif aux militaires engagés ;

Vu le décret n°2008-939 du 12 septembre 2008 relatif aux officiers sous contrat,

DÉCIDE :

Article 1 :

La candidature présentée par ⁽¹⁾

Pour servir en qualité d'élève officier sous contrat puis, sous réserve de réussite à la formation initiale, en qualité d'officier sous contrat rattaché au corps des commissaires des armées :

- pour servir (préciser l'affectation).
- pendant ⁽²⁾ (préciser la durée).
- à compter du (date de prise d'effet du contrat).

Est ⁽³⁾ :

- acceptée ⁽⁴⁾ ;
- refusée.

Article 2 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe II. de la note N° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX du 13 juillet 2001 relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE I.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.

Le (grade, nom, prénoms)
informe le (la) candidat(e) que, par décision ⁽⁵⁾ n° du :
sa candidature à un engagement en vue d'être recruté(e) en qualité d'élève officier sous contrat puis
d'officier sous contrat rattaché au corps des commissaires des armées est ⁽³⁾ :

- acceptée ⁽⁴⁾ ;
- refusée.

Au titre du service du commissariat des armées :

- pour servir (préciser l'affectation).
- pendant (préciser la durée).
- à compter du (date de prise d'effet du contrat).

À,

Le,

Signature de l'autorité chargée de la notification.

LE (LA) CANDIDAT(E).

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽⁵⁾ n°

prise par :
(Qualité de l'auteur de la décision).

en date du :

m'indiquant que ma candidature à un engagement en vue d'être recruté(e) en qualité d'élève officier
sous contrat puis d'officier sous contrat rattaché au corps des commissaires des armées est ⁽³⁾ :

- acceptée ⁽⁴⁾ ;
- refusée.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature du (de la) candidat(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Préciser la durée du contrat souscrit. Le candidat est informé que la durée d'affectation et la durée du contrat ne sont pas nécessairement identiques (article L4121-5 du code de la défense).

(3) Rayer les mentions inutiles.

(4) Sous réserve de réussite à la formation initiale.

(5) Mettre en référence la décision de recrutement ou de refus de recrutement.

ANNEXE II.
CONTRAT D'ENGAGEMENT INITIAL DE MILITAIRE ENGAGÉ POUR SERVIR EN QUALITÉ
D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT AU TITRE DU SERVICE DU COMMISSARIAT DES
ARMÉES.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Place de :

N° au registre :

**ENGAGEMENT INITIAL DE MILITAIRE ENGAGÉ POUR SERVIR EN QUALITÉ
D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT
AU TITRE DU SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES
En vue d'être recruté en qualité d'officier sous contrat (OSC)
(souscrit en application des dispositions du décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié et
de l'article R4131-9 du code de la défense).**

Je soussigné(e),

NOM ⁽¹⁾ :
Prénoms :
Né(e) le : à ⁽²⁾ :
Situation de famille :
Domicile :
Diplôme :
N° identification (15 chiffres) :
BSN ou CSN :
Identifiant défense :

Déclare, en vue d'être recruté(e) en qualité d'officier sous contrat (OSC), vouloir m'engager en toute connaissance de cause au titre du service du commissariat des armées,

Pour une durée de : deux ans ⁽³⁾.

À compter du (date de prise d'effet du contrat) :

Pour servir initialement ⁽⁴⁾ :

au grade de ⁽⁵⁾ :

J'ai été informé(e) que, conformément au décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés, le présent contrat comporte une période probatoire d'une durée de six mois pouvant être :

- soit renouvelée pour une durée de six mois pour raison de santé ou insuffisance de formation ;
- soit prolongée lorsque la formation suivie le nécessite sans pouvoir excéder toutefois une durée totale de dix-huit mois.

Cette clause ne s'applique pas aux militaires servant sous contrat issus des autres forces armées et formations rattachées (FAFR), admis à servir au sein du service du commissariat des armées par voie de changement de FAFR.

Pendant la période probatoire la dénonciation de mon contrat peut intervenir soit :

- à ma demande ;
- sur décision motivée de l'autorité militaire.

Une fois la période probatoire (initiale, renouvelée ou prolongée) expirée, le contrat devient définitif et seule une procédure de résiliation peut mettre fin à l'engagement.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 20 du décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, ce contrat peut être résilié :

1 - D'office :

- en cas d'admission à l'état de militaire de carrière ;
- dès l'atteinte de la limite d'âge ou de la limite de durée de service pour l'admission obligatoire à la retraite, dans les conditions prévues aux articles L. 4139-16 et L. 4141-5 du code de la défense ;
- à la perte du grade, dans les conditions prévues par le code de justice militaire ou à la suite de la perte de la nationalité française ;
- par mesure disciplinaire dans le cas où elle entraîne la résiliation du contrat ;
- pour réforme définitive, après avis d'une commission de réforme dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont fixées par décret en Conseil d'État ;
- pour résultats insuffisants en cours de scolarité, pour les élèves des écoles militaires ;
- au terme du congé de reconversion ou du congé complémentaire de reconversion et de la disponibilité, dans les conditions prévues par les dispositions des articles L. 4139-5 et L. 4139-9, sous réserve des dispositions prévues au VI de l'article 89 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires ;
- lors de la titularisation dans une fonction publique, ou dès la réussite à un concours de l'une des fonctions publiques pour les militaires ne bénéficiant pas du détachement prévu au premier alinéa de l'article L. 4139-1 du code de la défense ;
- en cas de souscription d'un nouveau contrat se substituant expressément à un contrat en cours.

2 - Sur demande écrite de l'engagé(e) sous réserve de l'agrément par l'autorité militaire.

J'ai été prévenu(e) que:

- la faculté de répudier ou de décliner la nationalité française est perdue en contractant un engagement dans les armées françaises (cf. art. 20-4 et 21-9 du code civil) ;
- je peux être appelé(e) à servir en tout temps et en tout lieu, conformément aux dispositions de l'article L4121-5 du code de la défense.

Après avoir eu lecture du présent contrat, en toute connaissance de cause ⁽⁶⁾, je m'engage à servir avec honneur et fidélité.

À,

Le,

L'engagé(e),

Le commandant de la formation administrative ou le délégataire,

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage.

(2) Commune, département voire pays.

(3) Ne pas modifier cette durée.

(4) Nom et localisation de la formation d'emploi au titre de laquelle le (la) candidat(e) est recruté(e).

(5) Pour les engagés en activité au sein des autres FAFR et admis à servir, au titre d'un changement de FAFR, dans le service du commissariat des armées, préciser le dernier grade détenu dans la FAFR d'origine.

(6) Extrait de l'article L4111-1 du code de la défense : « ... l'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité... ».

ANNEXE III.
CONTRAT D'INITIAL D'OFFICIER SOUS CONTRAT AU TITRE DU SERVICE DU
COMMISSARIAT DES ARMÉES.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Place de :

N° au registre :

CONTRAT D'INITIAL D'OFFICIER SOUS CONTRAT AU TITRE DU SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES.

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat ;

Vu le décret n° 2008-948 du 12 septembre 2008 relatif au grade d'aspirant ;

Vu l'arrêté du 24 février 2015 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de la défense en matière de décisions individuelles concernant les officiers sous contrat ;

Vu l'arrêté n° en date du portant nomination au grade d'aspirant,

Le (préciser le grade) :

NOM et Prénoms :

Date de naissance :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

Déclare vouloir souscrire, en toute connaissance de cause, un contrat d'officier sous contrat (OSC) pour une durée de (préciser la durée).

Avec le grade de : (préciser le grade).

À compter du : (date de prise d'effet du contrat).

En conséquence être rattaché au corps des commissaires des armées.

Le présent contrat se substitue expressément à tout précédent contrat en cours, entraînant d'office sa résiliation.

J'ai été informé(e) que, conformément au décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat, le présent contrat comporte une période probatoire d'une durée de six mois pouvant être :

- soit renouvelée pour une durée de six mois pour raison de santé ou insuffisance de formation ;
- soit prolongée lorsque la formation suivie le nécessite sans pouvoir excéder toutefois une durée totale de dix-huit mois.

Cette clause ne s'applique pas aux militaires servant sous contrat issus des autres forces armées et formations rattachées (FAFR), admis à servir au sein du service du commissariat des armées par voie de changement de FAFR.

Pendant la période probatoire la dénonciation de mon contrat peut intervenir soit :

- à ma demande ;
- sur décision motivée de l'autorité militaire.

Une fois la période probatoire (initiale, renouvelée ou prolongée) expirée, le contrat devient définitif et seule une procédure de résiliation peut mettre fin à l'engagement.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 11 du décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat, ce contrat peut être résilié :

1 - D'office :

- en cas d'admission à l'état de militaire de carrière ;
- dès l'atteinte de la limite d'âge ou de la limite de durée de service pour l'admission obligatoire à la retraite, dans les conditions prévues aux articles L. 4139-16 et L. 4141-5 du code de la défense ;
- à la perte du grade, dans les conditions prévues par le code de justice militaire ou à la suite de la perte de la nationalité française ;
- par mesure disciplinaire dans le cas où elle entraîne la résiliation du contrat ;
- pour réforme définitive, après avis d'une commission de réforme dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont fixées par décret en Conseil d'État ;
- pour résultats insuffisants en cours de scolarité, pour les élèves des écoles militaires ;
- au terme du congé de reconversion ou du congé complémentaire de reconversion et de la disponibilité, dans les conditions prévues par les dispositions des articles L. 4139-5 et L. 4139-9, sous réserve des dispositions prévues au VI de l'article 89 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires ;
- lors de la titularisation dans une fonction publique, ou dès la réussite à un concours de l'une des fonctions publiques pour les militaires ne bénéficiant pas du détachement prévu au premier alinéa de l'article L. 4139-1 du code de la défense ;
- en cas de souscription d'un nouveau contrat se substituant expressément à un contrat en cours.

2 - Sur demande écrite de l'OSC sous réserve de l'agrément par l'autorité militaire.

J'ai été prévenu(e) que:

- la faculté de répudier ou de décliner la nationalité française est perdue en contractant un engagement dans les armées françaises (cf. art. 20-4 et 21-9 du code civil) ;
- je peux être appelé(e) à servir en tout temps et en tout lieu, conformément aux dispositions de l'article L4121-5 du code de la défense.

Après avoir eu lecture du présent contrat, le (*grade, NOM, prénom*) s'engage à servir, en toute connaissance de cause ⁽²⁾, avec honneur et fidélité.

À,

Le,

L'intéressé(e),

Le commandant de la formation administrative ou le délégataire,

(1) Préciser le grade de CR3 ou le cas échéant, le grade d'officier détenu dans la FAFR d'origine pour les OSC issus d'une autre FAFR et admis à servir au sein du service du commissariat des armées par voie de changement de FAFR.

(2) Extrait de l'article L4111-1 du code de la défense : « ... l'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité... ».

ANNEXE IV.
CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT AU TITRE DU SERVICE DU COMMISSARIAT DES
ARMÉES.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Place de :

N° au registre :

CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT (OSC) AU TITRE DU SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES.

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat ;

Vu l'arrêté du 24 février 2015 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de la défense en matière de décisions individuelles concernant les officiers sous contrat ;

Vu la décision n°.....en date du..... portant renouvellement de contrat ⁽¹⁾,

Le (préciser le grade) :

NOM et Prénoms :

Date de naissance :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

Déclare vouloir souscrire, en toute connaissance de cause, un contrat d'officier sous contrat pour une durée de (préciser la durée).

Avec le grade de : (préciser le grade).

À compter du : (date de prise d'effet du contrat).

En conséquence être rattaché au corps des commissaires des armées.

Le présent contrat se substitue expressément à tout précédent contrat en cours, entraînant d'office sa résiliation.

L'intéressé(e) est informé(e) que ce contrat peut à tout moment être résilié :

Conformément aux dispositions prévues par l'article 11 du décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat, ce contrat peut être résilié :

1 - D'office :

- en cas d'admission à l'état de militaire de carrière ;
- dès l'atteinte de la limite d'âge ou de la limite de durée de service pour l'admission obligatoire à la retraite, dans les conditions prévues aux articles L. 4139-16 et L. 4141-5 du code de la défense ;
- à la perte du grade, dans les conditions prévues par le code de justice militaire ou à la suite de la perte de la nationalité française ;
- par mesure disciplinaire dans le cas où elle entraîne la résiliation du contrat ;
- pour réforme définitive, après avis d'une commission de réforme dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont fixées par décret en Conseil d'État ;
- pour résultats insuffisants en cours de scolarité, pour les élèves des écoles militaires ;
- au terme du congé de reconversion ou du congé complémentaire de reconversion et de la disponibilité, dans les conditions prévues par les dispositions des articles L. 4139-5 et L. 4139-9, sous réserve des dispositions prévues au VI de l'article 89 de la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires ;
- lors de la titularisation dans une fonction publique, ou dès la réussite à un concours de l'une des fonctions publiques pour les militaires ne bénéficiant pas du détachement prévu au premier alinéa de l'article L. 4139-1 du code de la défense ;
- en cas de souscription d'un nouveau contrat se substituant expressément à un contrat en cours.

2 - Sur demande écrite de l'OSC sous réserve de l'agrément par l'autorité militaire.

Après avoir eu lecture du présent contrat, le (grade, NOM, prénom) s'engage à servir, en toute connaissance de cause ⁽²⁾, avec honneur et fidélité.

À,

Le,

L'intéressé(e),

Le commandant de la formation administrative ou le délégataire,

(1) Mettre en référence la décision de renouvellement de contrat émise par la DCSCA/BGC.

(2) Extrait de l'article L. 4111-1 du code de la défense : « ... l'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité... ».

ANNEXE V.
AVENANT AU CONTRAT D'ENGAGEMENT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

AVENANT AU CONTRAT D'ENGAGEMENT.

Vu le code de la défense ;

Le contrat n°....
signé le (date en toutes lettres),

Par le (mentionner le grade),

NOM et Prénoms :

Date de naissance :

N° d'identification :

Identifiant défense :

Identifiant concerto :

Est modifié comme suit :

Au lieu de :

Lire :

À,

Le,

L'intéressé(e),

Signature de l'autorité compétente.

ANNEXE VI.

CONSTATATION DE DÉNONCIATION DE CONTRAT D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

CONSTATATION DE DÉNONCIATION DE CONTRAT D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT.

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-991 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux engagés ;

Vu la déclaration de l'intéressé en date du (préciser la date),

CONSTATE QUE :

Article 1 :

Le (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

Dénonce son contrat souscrit le (préciser la date).

L'intéressé(e) sera rayé(e) des contrôles le (préciser la date).

Article 2 :

Un exemplaire de ce constat sera remis à l'intéressé(e) lors des formalités de départ.

Signature de l'autorité compétente.

ANNEXE VII.
DÉNONCIATION DE CONTRAT D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT.

APPENDICE VII.A.
DÉCISION PORTANT DÉNONCIATION DE CONTRAT D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

DÉCISION PORTANT DÉNONCIATION DE CONTRAT D'ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT.

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le code de la défense, notamment l'article L4139-12 ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux engagés,

DÉCIDE :

Article 1 :

Le contrat souscrit le (préciser la date)
par le (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

EST DÉNONCÉ à la date du pour le motif suivant :

(indiquer les considérations de fait qui constituent le fondement de la décision de dénonciation)

L'intéressé(e) sera rayé(e) des contrôles le (préciser la date).

Article 2 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE VII.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que mon contrat d'élève officier sous contrat est dénoncé.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision de dénonciation de contrat.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE VIII.
RENOUVELLEMENT DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT).

APPENDICE VIII.A.
*DÉCISION PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (ÉLÈVE OFFICIER
SOUS CONTRAT).*



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

DÉCISION PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA PÉRIODE PROBATOIRE. (Élève officier sous contrat).

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 modifié fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés,

DÉCIDE :

Article 1 :

La période probatoire de six mois applicable au contrat souscrit le..... (préciser la date)
par le..... (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

est renouvelée pour six mois ⁽¹⁾ :

- soit pour raison de santé ;
- soit pour insuffisance de formation.

Article 2 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

(1) Rayer la mention inutile.

APPENDICE VIII.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que la période probatoire de mon contrat de militaire engagé pour servir en qualité d'élève officier de carrière est renouvelée.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision de renouvellement de période probatoire.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE IX.

PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (ÉLÈVE OFFICIER SOUS CONTRAT).

APPENDICE IX.A.
DÉCISION PORTANT PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (ÉLÈVE OFFICIER SOUS
CONTRAT).



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

DÉCISION PORTANT PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE. (Élève officier sous contrat).

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 modifié fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés,

DÉCIDE :

Article 1 :

La période probatoire applicable au contrat souscrit par (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP:

Arme ou service :

Corps ou service :

EST PROLONGÉE pour la durée de sa formation restant à courir.

Article 2 :

L'intéressé(e) est informé que la réussite à la formation ou au cycle de formation initiale mettra fin à la prolongation de la période probatoire.

Article 3 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE IX.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que la période probatoire de mon contrat de militaire engagé pour servir en qualité d'élève officier de carrière est prolongée.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision de prolongation de période probatoire.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE X.
FIN DE PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (ÉLÈVE OFFICIER SOUS
CONTRAT).

APPENDICE X.A.

***AVIS DE CONSTATATION DE FIN DE PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (ÉLÈVE
OFFICIER SOUS CONTRAT).***



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

AVIS DE CONSTATATION DE FIN DE PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE. (Élève officier sous contrat).

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 modifié fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés ;

Vu la décision n°..... portant prolongation de la période probatoire en date du (préciser la date),

AVISE :

Article 1 :

Le (mentionner le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

QU'IL EST MIS FIN à la prolongation de la période probatoire le (préciser la date)
date à laquelle il a obtenu la formation requise.

Article 2 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE X.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant qu'il est mis fin à la prolongation de la période probatoire de mon contrat de militaire engagé pour servir en qualité d'élève officier de carrière.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Qualité de l'auteur de la décision.

(3) Mettre en référence la décision d'agrément ou de refus de la DCSCA/BGC.

ANNEXE XI.
ATTESTATION DE FORMATION.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

ATTESTATION DE FORMATION.

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat,

ATTESTE :

Le (préciser le grade),

Nom et prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

A satisfait au cycle de formation donnant accès au grade d'aspirant.

À,

Le,

Signature de l'autorité compétente.

ANNEXE XII.
CONSTATATION DE DÉNONCIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

CONSTATATION DE DÉNONCIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat ;

Vu la déclaration de l'intéressé en date du (préciser la date),

CONSTATE QUE :

Article 1 :

Le (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

Dénonce son contrat souscrit le (préciser la date).

L'intéressé(e) sera rayé(e) des contrôles le (préciser la date).

Article 2 :

Un exemplaire de ce constat sera remis à l'intéressé(e) lors des formalités de départ.

Signature de l'autorité compétente.

ANNEXE XIII.
DÉNONCIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

APPENDICE XIII.A.
DÉCISION PORTANT DÉNONCIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

DÉCISION PORTANT DÉNONCIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le code de la défense, notamment l'article L4139-12 ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat,

DÉCIDE :

Article 1 :

Le contrat souscrit le (préciser la date)
par le (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

EST DÉNONCÉ à la date du pour le motif suivant :

(indiquer les considérations de fait qui constituent le fondement de la décision de dénonciation)

L'intéressé(e) sera rayé(e) des contrôles le (préciser la date).

Article 2 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE XIII.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que mon contrat d'officier sous contrat est dénoncé.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision de dénonciation de contrat.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE XIV.
RENOUVELLEMENT DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (OFFICIER SOUS CONTRAT).

APPENDICE XIV.A.
DÉCISION PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (OFFICIER SOUS
CONTRAT).



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

DÉCISION PORTANT RENOUELEMENT DE LA PÉRIODE PROBATOIRE. (Officier sous contrat).

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat,

DÉCIDE :

Article 1 :

La période probatoire de six mois applicable au contrat souscrit le..... (préciser la date)
par le..... (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

est renouvelée pour six mois ⁽¹⁾ :

- soit pour raison de santé ;
- soit pour insuffisance de formation.

Article 2 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

(1) Rayer la mention inutile

APPENDICE XIV.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que la période probatoire de mon contrat d'officier sous contrat est renouvelée.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision de renouvellement de période probatoire.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE XV.

PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (OFFICIER SOUS CONTRAT).

APPENDICE XV.A.
DÉCISION PORTANT PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (OFFICIER SOUS
CONTRAT).



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

DÉCISION PORTANT PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE. (Officier sous contrat).

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat,

DÉCIDE :

Article 1 :

La période probatoire applicable au contrat souscrit par (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

EST PROLONGÉE pour la durée de sa formation restant à courir.

Article 2 :

L'intéressé(e) est informé que la réussite à la formation ou au cycle de formation initiale mettra fin à la prolongation de la période probatoire.

Article 3 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE XV.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que la période probatoire de mon contrat d'officier sous contrat est prolongée.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision de prolongation de période probatoire.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE XVI.
CONSTATATION DE FIN DE PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE (OFFICIER
SOUS CONTRAT).

APPENDICE XVI.A.
AVIS DE CONSTATATION DE FIN DE PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE
(OFFICIER SOUS CONTRAT).



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

AVIS DE CONSTATATION DE FIN DE PROLONGATION DE LA PÉRIODE PROBATOIRE. (Officier sous contrat).

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat ;

Vu la décision n° portant prolongation de la période probatoire en date du ... (préciser la date),

AVISE :

Article 1 :

Le (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

QU'IL EST MIS FIN à la prolongation de la période probatoire le (préciser la date),
date à laquelle il a obtenu la formation requise.

Article 2 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE XVI.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant qu'il est mis fin à la prolongation de la période probatoire de mon contrat d'officier sous contrat.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence l'avis de constatation de fin de prolongation de période probatoire.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE XVII.
RENOUVELLEMENT DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

APPENDICE XVII.A.
PROPOSITION DE RENOUVELLEMENT DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

PROPOSITION DE RENOUELEMENT DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat,

PROPOSE AU :

Article 1 :

Le (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

Le renouvellement de son contrat ⁽¹⁾ en cours expirant le (préciser la date)
pour une durée de (préciser la durée).

Article 2 :

L'intéressé(e) dispose d'un mois, à compter de la notification de la présente proposition, pour faire connaître, le cas échéant, son acceptation par écrit. L'absence de réponse dans ce délai vaut renonciation et radiation des contrôles au terme du contrat en cours.

Article 3 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

Je soussigné(e) NOM et Prénoms :

Déclare ⁽²⁾ :

☐ Accepter la proposition de renouvellement ci-dessus.

☐ Refuser la proposition de renouvellement ci-dessus.

À,

Le,

signature de l'intéressé(e).

(1) Sous réserve d'aptitude médicale.

(2) Cocher la case correspondante.

APPENDICE XVII.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que mon contrat d'officier sous contrat est renouvelé.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision de renouvellement de contrat.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE XVIII.
NON-RENOUVELLEMENT DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

APPENDICE XVIII.A.

DÉCISION PORTANT NON-RENOUVELLEMENT DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

DÉCISION PORTANT NON RENOUVELLEMENT DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

Le (grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire),

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat,

DÉCIDE :

Article 1 :

Le contrat en cours du (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

Expirant le..... (préciser la date),

N'est pas renouvelé.

Article 2 :

L'intéressé(e) sera rayé(e) des contrôles le..... (préciser la date) et admis(e) à faire valoir ses éventuels droits à pension de retraite.

Article 3 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE XVIII.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que mon contrat d'officier sous contrat n'est pas renouvelé.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant de la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision de non renouvellement de contrat.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE XIX.
AGRÉMENT D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS
CONTRAT.

APPENDICE XIX.A.

***ARRÊTÉ PORTANT AGRÉMENT D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT D'OFFICIER
SOUS CONTRAT.***



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

ARRÊTÉ PORTANT AGRÉMENT D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

Le (*grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire*),

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat ;

Vu la demande de l'intéressé(e) en date du (préciser la date),

ARRÊTE :

Article 1 :

La demande de résiliation de contrat présentée par le (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

Est agréée.

Article 2 :

L'intéressé(e) sera rayé (e) des contrôles le (préciser la date) et admis(e) à faire valoir ses éventuels droits à pension de retraite dans les conditions fixées par le code des pensions susvisé.

Article 3 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE XIX.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que ma demande de résiliation de contrat d'officier sous contrat est agréée.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision d'agrément de résiliation de contrat.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE XX.

**AGRÉMENT D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS
CONTRAT (AVEC REMBOURSEMENT DES FRAIS DE FORMATION).**

APPENDICE XX.A.

***ARRÊTÉ PORTANT AGRÉMENT D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT D'OFFICIER
SOUS CONTRAT (AVEC REMBOURSEMENT DES FRAIS DE FORMATION).***



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

ARRÊTÉ PORTANT AGRÈMENT D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT. (avec remboursement des frais de formation).

Le (*grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire*),

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat ;

Vu l'arrêté du 3 août 2015 fixant la liste des formations spécialisées et la durée du lien au service qui leur est attachée ;

Vu la demande de l'intéressé(e) en date du (préciser la date),

ARRÊTE :

Article 1 :

La demande de résiliation de contrat présentée par le (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

Est agréée.

Article 2 :

L'intéressé(e) sera rayé(e) des contrôles le (préciser la date) et admis(e) à faire valoir ses éventuels droits à pension de retraite dans les conditions fixées par le code des pensions susvisé.

Article 3 :

Conformément à la réglementation en vigueur, il devra rembourser les frais occasionnés pour assurer sa formation.

Article 4 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

APPENDICE XX.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION

RÉCÉPISSÉ

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que ma demande de résiliation de contrat d'officier sous contrat est agréée et que conformément à la réglementation en vigueur, je devrai rembourser les frais occasionnés pour assurer ma formation.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision d'agrément de résiliation de contrat.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.

ANNEXE XXI.
NON-AGRÉMENT D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS
CONTRAT.

APPENDICE XXI.A.
***DÉCISION PORTANT NON-AGRÉMENT D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT
D'OFFICIER SOUS CONTRAT.***



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le

N° /DEF/DCSCA/BGC/NP

DÉCISION PORTANT NON-AGRÈMENT D'UNE DEMANDE DE RÉSILIATION DE CONTRAT D'OFFICIER SOUS CONTRAT.

Le (*grade, NOM et fonction de l'autorité décisionnaire*),

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-939 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers sous contrat ;

Vu la demande de l'intéressé(e) en date du (préciser la date),

CONSIDÉRANT ⁽¹⁾,

CONSIDÉRANT l'intérêt du service,

DÉCIDE :

Article 1 :

La demande de résiliation de contrat présentée par le (préciser le grade),

NOM et Prénoms :

Identifiant défense :

Identifiant SAP :

Arme ou service :

Corps ou service :

N'est pas agréée.

Article 2 :

La notification et la remise de cette décision à l'intéressé(e) seront assurées par récépissé dont le modèle fait l'objet de l'annexe I. de la note n° 5343/DEF/SGA/DAJ/CX relative à la mention des voies et délais de recours sur les décisions administratives individuelles.

Signature de l'autorité compétente.

(1) Compléter le cas échéant par : « que l'intéressé(e) n'a pas atteint le terme du délai pendant lequel il s'est engagé à rester en activité après avoir reçu une formation spécialisée ; » ou : « que l'intéressé(e) n'a pas atteint le terme du délai pendant lequel il s'est engagé à rester en activité après avoir perçu une prime liée au recrutement ou à la fidélisation ».

APPENDICE XXI.B.
NOTIFICATION DE DÉCISION. RÉCÉPISSÉ.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTIFICATION DE DÉCISION.

RÉCÉPISSÉ.

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

reconnais qu'il m'a été notifié et remis la décision ⁽²⁾ n°

prise par ⁽³⁾ :

en date du :

m'indiquant que ma demande de résiliation de contrat d'officier sous contrat n'est pas agréée.

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la commission des recours des militaires dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

Un exemplaire de cette notification doit être remis à l'intéressé(e) ou adressé à la mairie de son dernier domicile connu en cas d'absence.

Cet exemplaire daté et signé par l'intéressé(e) sera inséré dans son dossier du personnel.

À,

Le,

Signature de l'intéressé(e).

(1) Nom patronymique suivi le cas échéant du nom d'usage et prénoms.

(2) Mettre en référence la décision de non agrément de résiliation de contrat.

(3) Qualité de l'auteur de la décision.